

Vos rubriques	■ La Fondation IFRS fait le point sur l'adoption des IFRS dans le monde ■
<p><b>La Fondation IFRS fait le point sur l'adoption des IFRS dans le monde</b></p> <p><b>Focus actualités</b></p> <p><b>Travaux en cours à l'ANC</b></p> <p><b>En bref...</b></p> <p><b>A lire ou à voir...</b></p>	<p>La Fondation IFRS a traditionnellement présenté l'application des IFRS dans le monde de façon assez vague, ne permettant pas une analyse fine de la situation réelle : « <i>Les IFRS sont obligatoires ou autorisées dans plus de 100 juridictions</i> ». Une telle formule appelle nécessairement des précisions supplémentaires. C'est désormais en partie chose faite.</p> <p>L'enquête que vient de réaliser la Fondation IFRS vise à centraliser l'information disponible pour permettre à chacun de situer les progrès de chaque juridiction (pays et/ou région) vers l'objectif du référentiel mondial unique de haute qualité réitéré par le G20.</p> <p>La première phase de l'enquête débouche sur la publication des profils de tous les pays du G20, ainsi que de 46 autres juridictions, disponibles sur le site internet de la Fondation. D'autres profils seront publiés lors d'une seconde phase au cours des mois à venir avec un objectif de quasi-exhaustivité pour fin 2013.</p>

### ■ La Fondation IFRS fait le point sur l'adoption des IFRS dans le monde (suite) ■

#### Synthèse des résultats

Sur les 66 juridictions ayant répondu :

95% se sont publiquement engagées à soutenir les IFRS en tant que normes uniques de reporting financier convenant à une application mondiale.

80% ont déjà adopté les IFRS avec une application obligatoire pour toutes ou quasiment toutes les sociétés faisant appel public à l'épargne ; et pour les juridictions restantes, la plupart ont fait des avancées importantes dans ce sens.

Les pays qui ont adopté les IFRS y ont apporté très peu de modifications et celles-ci sont généralement considérées comme temporaires dans le projet d'adoption des IFRS. En outre, dans la plupart des cas, l'IASB a des projets en cours qui déboucheront sur une version mise à jour de la norme que la juridiction a modifiée.

Plus de la moitié des juridictions ont adopté les IFRS pour PME ou le feront dans un avenir proche.

Les 66 juridictions ne comprennent que 14 des 27 Etats membres de l'Union Européenne, les profils des 13 autres étant en cours d'établissement.

#### La méthode

Ces profils décrivent le processus institutionnel suivi dans chaque juridiction pour adopter ou approuver les IFRS et les introduire dans le droit, ainsi que, le cas échéant, le processus de traduction dans la ou les langues de la juridiction.

L'Europe est à cet égard traitée comme une juridiction unique pour les pays de l'UE, pour ce qui est de l'application de la partie non optionnelle du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 relatif aux comptes consolidés des sociétés cotées sur un marché réglementé. En revanche, pour le reste de l'étude, chaque Etat membre est une juridiction séparée. Quatre d'entre elles font partie du G20 : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni.

Les Trustees de la Fondation IFRS ont reconnu que l'adoption des IFRS est une question d'intérêt général propre à chaque juridiction, de même que le choix de la méthode appropriée pour introduire les IFRS dans le droit national. Cela veut dire, pour l'Europe, la prise en compte d'un intérêt général européen (« European public good ») - à l'aune duquel l'EFRAG émet ses avis à la Commission - et la prise en compte de l'intérêt général de chaque Etat membre - dont on peut toujours se demander s'il est, ou pas, en conflit avec le précédent.

Selon les Trustees, indépendamment de la méthode d'adoption, le résultat final devrait être le même : adoption complète, afin de satisfaire à l'objectif d'un ensemble unique de normes comptables mondiales.

Les profils ont été préparés sous la direction de l'ancien membre du Board, Paul Pacter, à partir d'informations provenant de sources multiples. Le point de départ a été les réponses fournies par les normalisateurs (ou autres organismes équivalents) à une enquête menée par la Fondation IFRS entre août et décembre 2012. La Fondation a rédigé les projets de profils et a invité les organismes interrogés, ainsi que d'autres, tels que les régulateurs et les firmes d'audit internationales, à réviser les projets, leurs commentaires ont été intégrés dans les profils.

#### Quelques précisions

##### Engagement à soutenir les IFRS comme ensemble unique de normes mondiales

Sur les 66 juridictions, la seule exception significative est la Suisse. Cela semble surprenant car la Suisse utilise les IAS et les IFRS depuis longue date. Mais a contrario, cela signifie également que les Etats-Unis souscrivent à l'objectif d'adoption finale des IFRS, malgré les atermoiements récents.

## **Adoption effective des IFRS**

Sur les 66 juridictions, parmi lesquelles les 14 de l'UE dont les profils ont été établis, 55, soit plus de 80%, ont adopté les IFRS pour tout ou partie des sociétés de leur marché de capitaux. 11 juridictions ne les ont donc pas adoptées, mais il faut nuancer cette « non- adoption ».

Le Pakistan et Singapour ont adopté la plupart des IFRS comme normes nationales.

Trois pays permettent une application volontaire des IFRS pour les émetteurs domestiques et/ou les émetteurs étrangers : Inde, Etats-Unis et Japon.

Ainsi, l'usage des IFRS se développe pour les grandes sociétés japonaises (une vingtaine les appliquent volontairement) et la tendance va s'accroître du fait de l'interdiction programmée des US GAAP. Aux Etats-Unis, les IFRS sont appliquées par un grand nombre d'émetteurs étrangers du fait de la suppression de la réconciliation avec les US GAAP depuis 2007. Il en résulte qu'il y a bien plus de sociétés en IFRS cotées aux Etats-Unis que dans bien des pays européens.

En revanche, l'utilisation en Inde reste assez rare.

Pour les sociétés européennes, qui sont au nombre de 8 000, l'excision (« carve out ») d'IAS 39 n'est appliquée que par moins de 12 banques.

L'Arabie saoudite n'applique les IFRS qu'à ses banques et compagnies d'assurance. On aurait pu penser que les spécificités de la finance islamique et les impératifs de la charia seraient un obstacle dans ce pays, mais apparemment il a été surmonté.

La Chine n'a pas adopté les IFRS mais a « substantiellement fait converger ses normes nationales vers les IFRS ».

Parmi les 55 juridictions qui ont adopté, certaines l'ont fait « mot pour mot ». Certaines (au nombre de 4) n'ont pas adopté les normes les plus récentes.

## **Le rapport d'audit**

Dans 32 des 55 juridictions qui ont adopté, le rapport de l'auditeur fait référence aux IFRS. Dans 17 juridictions (les 14 de l'union européenne plus 3 de l'AELE), il fait référence aux IFRS adoptés par l'UE. Dans les 6 autres, il est fait référence aux normes nationales ou aux IFRS tels qu'adoptés par le pays en question.

## **IFRS pour PME**

Référentiel distinct des full IFRS et destiné aux entités ne faisant pas appel public à l'épargne, les IFRS pour PME connaissent un vif succès dans plusieurs parties du monde. Il sert d'alternative à des normes purement nationales hors du secteur coté et est destiné à se répandre géographiquement et pour de nombreux usages.

## **Conclusion**

Ce recensement approfondi, bien qu'encore incomplet, est bien plus éclairant que l'affirmation selon laquelle les IFRS seraient requises ou autorisées dans plus de 100 juridictions. Certes, l'enquête ne dit rien sur la qualité de l'application. Ce serait un autre champ d'investigation.

Pour se connecter au [site internet](#) de l'IASB

■ Travaux en cours à l'ANC ■

Sujet	Objectif	Avancement des travaux
<b>Normes comptables internationales</b>		
Instruments financiers : présentation, comptabilisation, évaluation, information à fournir (IAS 32 – IAS 39 – IFRS 7 – IFRS 9)	<p>Suivi des travaux de l'IASB</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Exposé-sondage « <i>compensation des actifs et des passifs financiers</i> » de l'IASB (ED/2011/1)</li> <li>&gt; Phase I – Exposé-sondage « Amendements limités à IFRS 9 - classification et évaluation » (ED/2012/4)</li> </ul> <p>Phase II – Principes de dépréciation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Exposé-sondage « <i>Financial instrument : amortised cost and impairment</i> » de l'IASB (ED/2009/12)</li> <li>&gt; Supplément à l'exposé-sondage « <i>Financial instrument : amortised cost and impairment</i> » de l'IASB (ED/2009/12) (fin des commentaires le 1<sup>er</sup> avril 2011)</li> <li>&gt; Exposé-sondage « Instruments financiers : pertes de crédit attendues » de l'IASB (fin des commentaires le 5 juillet 2013)</li> </ul> <p>Phase III – Opérations de couverture</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Exposé-sondage « <i>Hedge accounting</i> » de l'IASB (ED/2010/13) (fin des commentaires le 9 mars 2011)</li> <li>&gt; Publication d'un pré-exposé-sondage le 7 septembre 2012</li> <li>&gt; Exposé-sondage « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » de l'IASB (fin des commentaires le 2 avril 2013)</li> </ul>	<p>Réponse à l'exposé-sondage (ED/2011/1) de l'IASB le 14 avril 2011</p> <p>Réponse à l'exposé-sondage (ED/2012/4) de l'IASB le 7 mars 2013</p> <p>Réponse à l'exposé-sondage (ED/2009/12) de l'IASB le 4 juin 2010</p> <p>Réponse à l'exposé-sondage (supplément à l'ED 2009/12) le 30 mars 2011</p> <p>En cours</p> <p>Réponse à l'exposé-sondage (ED/2010/13) de l'IASB le 7/03/2011</p> <p>Réponse de l'ANC au projet de chapitre 6 de la norme IFRS 9 de l'IASB le 11/12/2012</p> <p>Réponse à l'exposé-sondage (ED/2013/2) le 8 avril 2013</p>
Contrats d'assurance	<p>Suivi des travaux de l'IASB</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Exposé-sondage « Insurance contracts » de l'IASB (ED/2010/8) (fin des commentaires le 30 novembre 2010)</li> </ul>	Réponse à l'exposé-sondage (ED/2010/8) de l'IASB le 13/01/2011
Contrats de location	<p>Suivi des travaux de l'IASB</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; 2<sup>ème</sup> exposé-sondage (ED/2013/6)</li> </ul>	En cours
Consolidation et Regroupements d'entreprises	<p>Suivi des travaux de l'IASB</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Exposé-sondage « Méthode de la mise en équivalence : Quote-part des autres variations de l'actif net » de l'IASB (ED/2012/3) (fin des commentaires le 22 mars 2013)</li> <li>&gt; Exposé-sondage « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise (projet de modification d'IFRS 10 et d'IAS 28) (ED/2012/6) (fin des commentaires le 23 avril 2013)</li> <li>&gt; Exposé-sondage « Acquisition d'intérêts dans une entreprise commune » de l'IASB (projet de modification d'IFRS 11) (ED/2012/7) (fin des commentaires le 23 avril 2013)</li> </ul>	<p>Réponse aux exposés-sondages (ED/2012/3, ED/2012/6, et ED/2012/7) de l'IASB le 9/04/2013</p> <p>« En veille »</p>
IAS 12 « Impôts »	Suivi des travaux de l'IASB et de l'EFRAG	« En veille »
Reconnaissance des produits	Ré-exposé-sondage de l'IASB le 14 novembre 2011 (fin des commentaires 13/03/12)	<p>Réponse à l'exposé-sondage (ED/2011/6) de l'IASB le 15/03/2012</p> <p>« En veille »</p>
<b>Normes comptables françaises</b>		
Loyers contractuellement répartis de manière inégale dans le temps	Traitement comptable et modalités d'enregistrement comptable de cette répartition	En cours
Engagements de retraite	Examen de l'opportunité de mettre à jour la recommandation du CNC 2003-R.01	En cours
Comité de relecture du projet de Recueil des normes comptables	Relecture du recueil dont l'objectif est de rassembler de manière exhaustive et pratique l'ensemble des normes comptables françaises selon une nouvelle présentation thématique plus lisible	Nouveau
Simplifications du droit comptable	<p><i>Au niveau européen</i></p> <p>Proposition de directive relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports associés de certaines formes d'entreprises par la Commission européenne le 25/10/11 remplaçant la 4e (comptes individuels) et la 7e (comptes consolidés) directives comptables</p>	« En veille »
	<p><i>Au niveau français</i></p> <p>Simplification de certaines obligations comptables (projet de décret)</p>	Publication avis n°2013-01 du 4 avril 2013
Instruments financiers	Comptabilisation des instruments financiers et des opérations de couverture dans les comptes individuels et les comptes consolidés en normes comptables françaises	« En veille »

### **Discours de Hans Hoogervorst sur le court-termisme**

Dans un discours prononcé le 9 avril 2013 à Londres, Hans Hoogervorst a traité du problème de la relation entre l'investissement à long terme et l'information financière. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Discours de F. Flores, présidente de l'EFRAG, sur la question "Qu'est-ce que l'Europe doit changer à l'aube de la 2ème décennie des IFRS" ?**

Françoise Flores, présidente de l'EFRAG, a prononcé un discours lors de la conférence de l'ACCA (Association of Chartered Certified Accountants), co-organisée le 8 mai 2013 par les députés Dr Syed Kamall et Theodor Dumitru sur le thème "L'avenir des IFRS : quels objectifs souhaitons-nous que les comptes annuels servent ?" Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

\*\*\*\*\*

### **Michel Barnier nomme un conseiller spécial pour les IFRS**

Michel Barnier, commissaire européen chargé du Marché intérieur et des Services, a annoncé le 19 mars 2013 la nomination de l'ex-ministre belge des finances, Philippe Maystadt, président de la Banque européenne d'investissement de 2000 à 2011, au poste de conseiller spécial pour les IFRS. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Nomination de Gérard Rameix, président de l'AMF, au conseil d'administration de l'ESMA**

Le Conseil de Surveillance (Board of Supervisors) de l'European Securities Market Authority (ESMA) a élu le 14 mars 2013 Gérard Rameix en tant que membre du Conseil d'administration (Management Board). Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Nomination de Sue Lloyd en tant que membre de l'IASB**

Les Trustees de la Foundation IFRS ont annoncé la nomination de Sue Lloyd, originaire de Nouvelle-Zélande, en tant que membre de l'IASB pour une durée initiale de cinq ans, renouvelable pour une période de trois ans. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Le 19 mars 2013, les Trustees ont annoncé la composition du forum consultatif des normes comptables (Accounting Standards Advisory Forum – ASAF) dont fait partie l'EFRAG.**

Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **ASAF : Réunion inaugurale à Londres les 8 et 9 avril 2013.**

Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

\*\*\*\*\*

### **Règlement (UE) n°313/2013 du 4 avril 2013**

La Commission européenne (CE) a publié au journal officiel du 5 avril 2013 le règlement (UE) n°313/2013 du 4 avril 2013, modifiant le règlement (CE) n° 1126/2008 et portant adoption des dispositions transitoires d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Publication d'une newsletter trimestrielle par l'EFRAG**

A compter de 2013, l'EFRAG publie sur son site internet sa newsletter « EFRAG Insider ». Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Newsletter de l'EFRAG sur le Cadre conceptuel**

L'EFRAG a publié en juin 2013 sa 4<sup>ème</sup> newsletter sur le projet Cadre conceptuel de l'IASB. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Synthèse des normes, interprétations et amendements en cours d'adoption UE**

L'EFRAG a mis à jour au 30 mai 2013 la synthèse des normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB, approuvés par l'Union Européenne (UE) et ceux en cours d'approbation. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Test de terrain des propositions comptables portant sur les contrats de location**

Le 22 mai 2013, l'EFRAG et les normalisateurs nationaux français (ANC), allemand (ASCG), britannique (FRC) et italien (OIC) ont invité les sociétés à participer à un test de terrain sur les propositions comptables portant sur les contrats de location. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Test de terrain portant sur le modèle de l'IASB relatif aux pertes de crédit attendues pour les instruments financiers**

Le 12 avril 2013, l'EFRAG et les normalisateurs français (ANC), allemand (ASCG), italien (OIC) et britannique (FRC) lancent un test de terrain sur le modèle de l'IASB relatif aux pertes de crédit attendues pour les instruments financiers. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Demande d'information (« Request for information ») de l'IASB sur les activités à tarifs réglementés.**

Le 28 mars 2013, l'IASB a publié une demande d'information (« Request for information ») sur les activités à tarifs réglementés (pour en savoir plus, [consultez l'article](#)). Il a également annoncé la composition de son groupe de travail (pour en savoir plus, [consultez l'article](#)).

### **Appel à contribution de l'IASB sur son ED "Classement et évaluation : modifications circonscrites d'IFRS 9"**

Le 7 mai 2013, l'IASB demande la contribution des analystes et investisseurs à son exposé-sondage "Classement et évaluation : modifications circonscrites d'IFRS 9" (amendements proposés à IFRS 9 (2010)). Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

\*\*\*\*\*

### **Publication par l'IASB de « IFRS – A Briefing for Chief Executives, Audit Committees and Boards of Directors » (2013)**

L'IASB a publié la version 2013 de « IFRS - A Briefing for Chief Executives, Audit Committees and Boards of Directors ». Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### **Publication par la Fondation IFRS du Red Book 2013**

La Fondation IFRS a publié la version 2013 de son Red Book. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### Publications de l'IASB

- Le 29 mai 2013, l'IASB publie des **amendements limités à IAS 36** « Dépréciation des actifs ». Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 28 mai 2013, l'IASB publie une **synthèse des retours** du forum de discussion sur les notes annexes et appelle à un changement de comportement en la matière. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 20 mai 2013, l'IASB a publié **l'Interprétation IFRIC 21** « Taxes prélevées par une autorité publique », après avoir publié un projet en mai 2012. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 16 mai 2013, presque 3 ans après avoir publié un premier exposé-sondage sur les contrats de location (ED/2010/9), l'IASB et le FASB publient un deuxième **exposé-sondage (ED/2013/6)**. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 25 avril 2013, l'IASB a publié pour appel public à commentaires un **exposé-sondage** intitulé « Comptes de report réglementaires » (ED/2013/5) dans le cadre de la réactivation du projet de recherche sur les activités à tarifs réglementés. Les commentaires sont attendus pour le 4 septembre 2013. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 25 mars, l'IASB a publié un **exposé-sondage** intitulé « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » amendement IAS 19 « Avantages du personnel » (ED/2013/4). Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### Publications de l'EFRAG

- Le 17 avril 2013, l'EFRAG a publié sa **lettre de commentaires** à l'IASB sur l'exposé-sondage ED/2012/7 « Acquisition d'intérêts dans une entreprise commune ». Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 16 avril 2013, l'EFRAG a publié sa **lettre de commentaires** à l'IASB sur l'exposé-sondage ED/2012/4 « Classement et évaluation : modifications circonscrites apportées à IFRS 9 » puis le feedback statement. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 15 avril 2013, l'EFRAG a publié sa **lettre de commentaires** à l'IASB sur l'exposé-sondage ED/2012/6 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ». Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 12 avril 2013, l'EFRAG a publié sa **lettre de commentaires** finale à l'IASB sur son exposé-sondage ED/2013/3 « Mise en équivalence : quote-part des autres variations de l'actif net ». Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 11 avril 2013, l'EFRAG a publié sa **lettre de commentaires** à l'IASB sur l'exposé-sondage ED/2013/2 « Novation des dérivés et maintien de la comptabilité de couverture (amendements proposés à IAS 39 et IFRS 9) » puis le feedback statement. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 10 avril 2013, l'EFRAG a publié sa **lettre de commentaires** à l'IASB sur l'exposé-sondage ED/2012/5 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables (amendements proposés à IAS 16 et IAS 38) » puis le feedback statement. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 22 mars 2013, l'EFRAG a publié sa **lettre de commentaires** sur la transition d'IAS 39 vers le projet de norme générale de comptabilité de couverture. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### Publications de l'ESMA

- Le 17 mai 2013, l'AMF a publié la **Recommandation n°2013-08** relative à l'information financière pro forma. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 3 avril 2013, l'European Securities and Market Authority (ESMA) a publié le **treizième extrait de sa base de données** concernant les décisions prises par les régulateurs boursiers nationaux européens, relatives à l'application des IAS/IFRS dans les états financiers. Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### Publications de l'ANC

- Le 4 avril 2013, l'ANC a publié la **Recommandation n°2013-01** relative à la présentation de la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence dans le compte de résultat consolidé établi selon les normes comptables internationales ». Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 9 avril 2013, l'ANC a publié sa **lettre de commentaires** à l'IASB sur ses exposés-sondages 2012/3 (« Méthode de la mise en équivalence : quote-part des autres variations de l'actif net »), 2012/6 (« Cession ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ») et 2012/7 (« Acquisition d'intérêts dans une activité conjointe »). Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 8 avril 2013, l'ANC a publié sa **lettre de commentaires** à l'IASB sur l'exposé-sondage ED/2012/5 « Clarification des modes d'amortissement acceptables ». Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).
- Le 8 avril 2013, l'ANC a publié sa **lettre de commentaires** à l'IASB sur l'exposé-sondage ED/2013/2 « Novation des produits dérivés et poursuite de la comptabilité de couverture : amendements proposés à IAS 39 et IFRS 9 ». Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).

### Publications de la CNCC

- Le 23 mai 2013, la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes a publié une **note** relative au traitement comptable du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE). Pour en savoir plus, [consultez l'article](#).